

# Bréf.

Lettre d'information et de réflexion  
de Martial Passi



## [ Présentation de Bréf. ]

J'ai le plaisir de vous transmettre le numéro deux de ma newsletter qui paraîtra tous les premiers lundis de chaque quinzaine.

Au service des élus locaux, elle sera un compte-rendu de mes mandats de vice-président du Grand Lyon, chargé des déplacements-intermodalité, de membre du bureau de l'Association des Maires de France et du conseil national d'évaluation des normes.

## INTERNET

### Services en ligne pour les actes administratifs

Une ordonnance, publiée mi-novembre, visera à accélérer le développement des services publics en ligne. Objectif : 100 % des démarches administratives accessibles sur Internet, à condition que celles-ci ne requièrent pas de présence au guichet. L'exécutif souhaite également que toute administration puisse systématiquement être saisie par voie électronique.

[ **Bréf**, Il faut être attentif à ce que le développement de l'e-administration ne remette pas en cause l'égalité républicaine. ]

## FINANCES PUBLIQUES

### Le CFL conteste « l'objectif d'évolution des finances »

Le Comité des Finances Locales (CFL) conteste le projet de loi de programmation des finances publiques qui prévoit pour les collectivités locales un objectif annuel d'évolution des dépenses. Le CFL y voit « une remise en cause du principe de libre administration des collectivités locales ». Cet objectif inclura la totalité des dépenses, tant en matière de fonctionnement que d'investissement.

[ **Bréf**, La souveraineté des collectivités et celle des élections locales sont remises en cause. Dans sa diversité, le CFL a bien entendu raison. ]

## DOTATIONS D'ETAT

### Baisse des dotations aux collectivités : l'AMF lance un cri d'alarme

L'Association des Maires de France (AMF) alerte une nouvelle fois le gouvernement sur l'impact considérable de la baisse des dotations de l'État sur l'investissement local, l'emploi et les services de proximité. L'association exhorte l'État à rompre avec « cette culture de la défiance » vis à vis des collectivités territoriales. Elle demande la diminution de la contribution des collectivités et le maintien des recettes locales des collectivités territoriales.

[ **Bréf**, Plus de 13 000 conseils municipaux ont voté la délibération de l'AMF. Le congrès des maires sera lui aussi un moment d'explication. ]

## [ Repères. ]

“ Les collectivités sont le premier investisseur public. Elles réalisent plus de 73 % de l'investissement public. La baisse des dotations de l'Etat sera donc catastrophique pour les entreprises du BTP et les citoyens. ”

- Martial Passi -

## APVF

### L'APVF pointe la baisse des investissements dans les communes

« 70 % des petites villes vont connaître en moyenne une baisse de 20 % de leurs investissements en 2015 », alerte l'Association des Petites Villes de France. Cette chute annoncée est corrélée à la baisse des dotations aux collectivités locales prévue dans le budget 2015 de l'État. Les dépenses de fonctionnement ne sont pas en reste et certaines collectivités envisagent même la fermeture pure et simple de certains services publics.

[ **Bréf**, il est urgent de rompre le cercle infernal de l'asphyxie budgétaire des collectivités. ]